Article : *20ème siècle* – dossier sur la présidence Bush (janvier 2008)

Thème : la crise d'identité du parti démocrate

François Vergniolle de Chantal est maître de conférences (Université de Bourgogne). Il a dernièrement publié *Le fédéralisme américain en question de 1964 à nos jours*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon (EUD), 2006. Ses recherches actuelles portent sur le Sénat américain.

Courriel : Francois.De-Chantal@u-bourgogne.fr

Les élections de mi-mandat (*midterms*) en novembre 2006 ont marqué le retour du Parti démocrate sur la scène politique. Mobilisés autour d'un programme axé sur le retrait des troupes présentes en Irak, les Démocrates ont récupéré la majorité au sein du Législatif pour la première fois depuis 1994. L'état déplorable de l'administration Bush – avec des soutiens extrêmement bas dans l'opinion publique (à hauteur d'environ 30%) – semble indiquer que les Démocrates ont un horizon positif pour l'élection présidentielle de 2008, d'autant que le parti demeure le plus grand en termes d'électeurs enregistrés – 72 millions, à comparer aux 55 millions d'électeurs enregistrés comme républicains. Mais ce retour ne doit pas dissimuler la profonde crise que traverse le parti de l'âne. Les Démocrates semblent certes en position de s'imposer en utilisant les erreurs de leurs opposants, mais leur capacité à proposer un programme substantiel et à construire une coalition électorale solide est loin de faire l'unanimité parmi les observateurs [1]. Les échéances présidentielles de 2000 et 2004 ont mis en lumière des faiblesses structurelles dont les Républicains ont su profiter jusqu'à présent. L'objet du présent texte est de s'interroger sur la pérennité de cette configuration. La relative ouverture du champ présidentiel pour l'élection de 2008 peut-elle permettre aux Démocrates de transformer l'essai des *midterms* de 2006 ?

Les conditions semblent relativement positives à l'heure actuelle. A court terme, c'est du côté des Républicains que se joue le devenir des Démocrates. Comme l'explique Charlie Cook, un observateur de référence de la vie politique américaine, les Républicains échouent à installer une domination durable par leurs excès, assurant ainsi le retour des Démocrates [2] : Jimmy Carter après le choc du *Watergate*, Bill Clinton après les errements de l'administration Bush Sr., et, si l'on s'en tient à la loi des séries, un(e) Démocrate après l'activisme de Bush Jr. L'issue de la présidentielle de 2008 n'est bien sûr pas tranchée, mais il n'en demeure pas moins que c'est très largement dans les limites de la tactique républicaine – caractérisée par un populisme conservateur mêlant dénonciation des « gros », religion, et nationalisme – que réside l'espoir des Démocrates. Pourtant, le Parti démocrate des années 2000 souffre encore de graves défauts structurels. Il paye encore le prix des mutations profondes enregistrées

[1] Pour une mise au point d'actualité, voir François Vergniolle de Chantal, « Le Congrès : des midterms à 2008 », *Politique Américaine*, été-automne 2007.

[2] Charlie E. Cook Jr., "L'avenir est-il républicain ? », pp.56-80, in Guillaume Parmentier, dir., *Les Etats-Unis Aujourd'hui. Choc et changement*, Paris, Odile Jacob, 2004.

pendant le Mouvement des Droits Civiques. Depuis lors, le parti semble figé en position réactive par rapport aux initiatives républicaines, une configuration qui recoupe maintenant l'affrontement institutionnel entre le Congrès démocrate et la présidence républicaine. Pour mieux comprendre la subordination contemporaine des Démocrates aux Républicains, il convient de retracer brièvement l'évolution historique du parti, avant d'en venir à la situation des années 2000. Le parti peut continuer à bénéficier du rejet de l'administration Bush, mais, à plus long terme, une réflexion sur son orientation est incontournable.

Le parcours historique des Démocrates : quelle unité pour le Parti ?

En ouverture de son ouvrage sur les Démocrates, l'historien Jules Witcover cite une boutade de Will Rogers, un célèbre acteur de l'entre-deux-guerres : *« I belong to no organized party. I am a Democrat »* (Je n'appartiens à aucun parti organisé. Je suis un Démocrate) [3]. Pour provocatrice qu'elle soit, force est de reconnaître que cette déclaration capture bien un élément caractéristique du Parti démocrate, à savoir sa diversité. Le parti est à bien des égards une *« tent organization »*, une structure abritant en son sein des groupes extrêmement divers qui n'ont comme point commun que leur opposition au Parti républicain. Il est ainsi impossible de faire une comparaison crédible avec un quelconque parti en Europe. Les partis que nous connaissons sur le Vieux Continent sont bien plus intégrés autour d'une idéologie ou ancré sur un groupe/territoire donné. On pourrait dire que les partis en Europe fonctionnent selon une logique d'exclusion, alors que c'est très précisément la logique inverse, l'inclusion, qui est le trait principal du Parti démocrate. Historiquement, cette logique d'inclusion a marché à plein régime à trois niveaux : idéologique, géographique, et enfin ethnique. La première strate au fondement de l'identité démocrate rassemblait tous les opposants à l'ordre fédéraliste de la fin du 18ème et du début du 19ème. Les anti-fédéralistes du débat de ratification d'abord, puis les 'Républicains' (classiques : c'est le sens du 18ème siècle) de Thomas Jefferson représentaient les exclus du modèle fédéraliste tel qu'Hamilton avait pu le façonner avec le soutien actif de George Washington, c'est-à-dire un modèle inspiré du développement britannique : décollage industriel et protectionnisme, centralisation, et soutien à la bourgeoisie d'affaires des villes. Les opposants, le noyau fondateur des Démocrates actuels, rassemblaient donc les partisans d'un modèle agraire et de libre-échange, la décentralisation, et la défense des petits fermiers et des campagnes. La seconde strate constitutive de l'identité démocrate est géographique. A partir des années 1830, le Sud prend une place déterminante au sein du parti. Cette évolution est telle qu'elle entraîne la rupture du parti en deux branches au moment de la Guerre de Sécession, l'une esclavagiste et l'autre unioniste. Après la Guerre, la branche sudiste se renforce : par opposition au parti des envahisseurs, le Parti républicain, tous les Blancs du Sud apportent un soutien indéfectible au Parti démocrate. C'est l'époque du *« Solid South »* où tous les Etats de l'ancienne confédération votent en bloc pour les Démocrates. Ces Démocrates conservateurs, connus sous le nom de *« Bourbon Democrats »* demeurent des acteurs fondamentaux au sein du parti jusqu'aux années 1960. Enfin, la dernière strate est

[3] Jules Witcover, *Party of the People. A History of the Democrats*, New York, Random House, 2003.

ethnique. Depuis le milieu du 19ème siècle, avec l'arrivée en masse des Irlandais, le Parti démocrate s'était fait le champion des droits des minorités. Les grandes « machines » politiques de la fin du 19ème furent de puissants outils d'intégration des immigrants, en leur offrant la possibilité de monter l'échelle sociale, et par ailleurs, construisant ainsi des histoires familiales où les identités partisanes étaient extrêmement fortes [4]. Cette ouverture démocrate contrastait fortement avec l'homogénéité du Parti républicain qui s'affirme lui comme le défenseur du cœur ethnique de la nation, c'est-à-dire les WASP (*White Anglo-Saxon Protestants*) – un acronyme qui remonte à la fin du 19ème siècle, précisément au moment où des minorités extrêmement diverses arrivent aux Etats-Unis. Ainsi, au cours d'une campagne présidentielle extrêmement polarisée en 1884, lorsqu'un pasteur protestant républicain dénonça publiquement le Parti démocrate comme étant celui du « rhum, du papisme, et de l'insurrection » (*Rum, Romanism, and Rebellion*), il s'agissait d'un résumé certes caricatural, mais aussi précis de l'identité démocrate à cette époque. En mélangeant clichés et faits historiques, il faisait allusion à l'alcoolisme et à la religion des Irlandais ainsi qu'au poids de la branche sudiste au sein du parti. Le mot fit scandale, précisément parce qu'il faisait mouche.

Ce bref rappel historique indique très clairement la nature du parti démocrate : être un rassemblement des minorités, des exclus, de ceux qui ont été laissés de côté et qui n'appartiennent pas à *« mainstream America »*. En ce sens, les Démocrates ont raison de se présenter comme défendant un élément clé de l'identité américaine, c'est-à-dire l'intégration et la promotion des cultures minoritaires. Dès le début, le pays a été construit par des colons rejetés, voire martyrisés, par l'Europe, autrement dit, des marginaux dans leur pays d'origine. De ce point de vue, l'exemple des Puritains par rapport à la Grande-Bretagne n'est fameux que pour être le premier d'une longue lignée de minorités, sociales et/ou ethniques, qui ont construit l'Amérique. Mais la noblesse de cet idéal n'influe en rien sur les succès électoraux ! Au cours de l'histoire politique des Etats-Unis, le Parti démocrate a connu des périodes d'éclipse. Jusqu'à présent, la plus longue est celle qui commença avec la fin de la Guerre de Sécession (1865) jusqu'à l'élection de Roosevelt en 1932. Décrédibilisé par le poids de sa branche sudiste, le Parti abandonne très largement la présidence aux Républicains [5]. Même la vague populiste des années 1890 ne réussit pas à renverser le rapport des forces : malgré l'union électorale entre le « Parti du peuple » (*People's Party*) et les Démocrates conduisant à la désignation (*nomination*) commune de William Jennings Bryan comme candidat à la présidentielle de 1896, ce sont de nouveau les Républicains qui l'emportent. On mesure dans ces conditions la portée de la réalisation de Franklin Roosevelt. Sur son nom et son programme de réforme, le *New Deal*, FDR construisit une majorité électorale qui assura une domination démocrate sur l'institution présidentielle et le Congrès jusqu'aux années soixante. Le ciment de cette coalition – la *« Roosevelt coalition »* - consistait à rassembler toutes les victimes de la crise économique. Il y a en effet une lecture éminemment politique du crash de 1929. Avec lui, c'est le modèle de l'Amérique républicaine qui s'effondre. Ce sont tous les

[4] Historiquement, les Démocrates bénéficiaient donc d'un avantage : l'identification partisane de leurs électeurs était plus nette que pour les Républicains. Cet avantage s'est très largement érodé au cours des dernières années.

[5] Les Démocrates n'accèdent à la présidence qu'avec Grover Cleveland en 1884-88, puis en 1892-1896. Les deux mandats de Woodrow Wilson (1912-1920) sont très largement le résultat de la division des Républicains. Les Démocrates conservent néanmoins le contrôle du Congrès sur une grande partie de la période.

groupes affectés par la dépression de l'économie qui se sont ainsi rassemblés et permirent à Roosevelt de mettre en œuvre son programme de réformes. Le choc social créé par la crise fut si profond que les composantes de la coalition démocrate furent extrêmement diverses. La coalition regroupait en son sein les ouvriers du Nord-Est et des Grands Lacs, les fermiers de l'Ouest et des Plaines, les classes moyennes salariées urbaines, et les *« Bourbon Democrats »* du Sud. C'est sur cette base que les Démocrates gardèrent une position dominante jusqu'à la fin des années soixante.

Depuis lors, Les Démocrates ne se sont pas remis de la rupture historique que constitue la fin de leur branche sudiste. Le jour de la signature de la grande loi sur les droits civiques, en 1964, Lyndon Johnson déclara à un de ses conseillers, Bill Moyers, *« I think we've just delivered the South to the Republican party for a long time to come »* (je crois que nous venons de livrer le Sud aux Républicains pour longtemps). Rien n'est venu démentir son diagnostic. L'effondrement de la coalition rooseveltienne a laissé le parti désemparé par rapport aux initiatives des Républicains. Comment s'est opérée cette déconstruction de l'ordre électoral hérité de Roosevelt ? Il fut graduel et se décompose en trois temps : le décrochage géographique initial – les changements dans le Sud ; le décrochage social, avec la perte des milieux ouvriers ; et enfin, le décrochage (encore en débat) des minorités, avec la question de l'identité partisane des Hispaniques. En termes électoraux, c'est là le thème essentiel des années 2000.

La perte du Sud et la transformation des Etats de l'ancienne confédération (des Carolines jusqu'au Texas) en un bastion républicain sont une épine toujours plus douloureuse pour le Parti démocrate. Les succès enregistrés dans le Sud permettent aux Républicains de l'emporter de plus en plus aisément pour les élections présidentielles. Les Etats du Sud bénéficient en effet d'une croissance démographique telle, à partir des années soixante, que leur poids électoral s'accroit considérablement. Au cours de cette même période, les Démocrates n'ont réussi à gagner une élection présidentielle à la condition de présenter un candidat du Sud : Jimmy Carter en 1976 (obscur gouverneur de Géorgie), puis Bill Clinton en 1992 et 1996 (tout aussi obscur gouverneur de l'Arkansas). Mais cette condition, certes nécessaire, n'est pas pour autant suffisante. En 1976, les Démocrates profitaient encore du choc issu du *Watergate*. Carter, complètement étranger à la vie politique washingtonienne, bénéficiait d'un franc succès lorsqu'il publie son livre intitulé *I Will Never Lie to You*. Après le choc de l'expérience de Nixon, un tel vent d'ouverture et de fraîcheur était bienvenu. Quant à Clinton, il parvient au pouvoir en 1992 uniquement parce que les Républicains menèrent une campagne désastreuse et furent affaiblis par la candidature indépendante de Ross Perot qui, en enregistrant 19% des voix, enregistra le plus grand nombre de voix jamais obtenu par le candidat d'un tiers-parti. Et même dans ces condition favorables, Clinton fut élu avec une majorité relative en voix (mais une majorité des Grands Electeurs). A partir des années quatre-vingt-dix, les Républicains bénéficient de cet ancrage régional non plus seulement pour les scrutins présidentiels, mais aussi pour les élections au Congrès. Les observateurs considèrent en effet que les élections de mi-mandat (*midterms*) de 1994 marquent l'implantation définitive des Républicains dans le Sud. S'ajoutant à la domination républicaine dans les Etats des Plaines et dans les Rocheuses, le GOP s'assure ainsi un

véritable verrou sur la présidence : les observateurs parlent en effet d'un *« lock »* républicain pour évoquer ce « L » constitué par les Etats bordant le Mississippi, les Rocheuses, et les Etat du Sud [6].

Si la géographie électorale est un élément déterminant pour expliquer la situation du Parti démocrate, un autre élément est d'ordre social. Pour être chronologiquement plus tardif, il n'en fut pas moins déterminant. C'est sous la présidence Reagan qu'il émergea. Dans les années quatre-vingt, en effet, les Démocrates s'orientèrent fortement vers la gauche. Les réformes de la décennie précédente dans le choix des candidats poussèrent à la désignation des « maximalistes » pour les élections. Le parti s'engagea alors dans une voie de gauche culturelle, héritée de la contre-culture des années soixante. Si ce virage satisfaisait un nombre important d'électeurs démocrates – notamment dans les classes moyennes des centres urbains – elle en aliéna d'autres. Ce fut particulièrement le cas pour les toutes petites classes moyennes et ouvrières. Ce segment électoral fut déconcerté, voire choqué, par les combats culturels menés par le Parti démocrate. Leur attachement aux Démocrates est lié à des questions dites *« Bread and Butter »*, c'est-à-dire le niveau de vie et les conditions de travail, autant de sujets traditionnels qui s'effacèrent. Ces groupes sociaux passèrent à droite dans le courant des années quatre vingt. Ce sont les *« Reagan Democrats »* que Stanley Greenberg, un consultant politique, a si bien mis en lumière. Stanley Greenberg a en effet publié un rapport sur les *« Reagan Democrats »*, qui est devenu une référence, *« Macomb County »* (1985). Dans ce travail de sociologie électorale, S. Greenberg étudiait les votes d'ouvriers blancs syndiqués de l'industrie automobile dans le comté de Macomb au nord de Détroit (Michigan). En 1960, le comté votait à 63% pour J.F. Kennedy, mais en 1984, pour la réélection de Reagan, le comté fut républicain à 66% ! Le rapport mettait l'accent sur le sentiment d'aliénation de ces électeurs par rapport au Parti démocrate. Le parti ne soutiendrait pas assez les aspirations traditionnelles de promotion sociale et se consacrerait trop à la promotion des minorités raciales et sociales ainsi qu'aux questions de libéralisme culturel. Les *« Reagan Democrats »* étaient également sensibles au patriotisme de l'administration Reagan. Ainsi, ce fut sans doute moins par adhésion pour le Parti républicain que par incompréhension pour le virage culturel pris par les Démocrates que ce segment électoral s'éloigna du Parti. Mais le fait est là : les Etats industriels, en pleine crise de reconversion, penchèrent vers les Républicains, ce qui constitue une autre source d'affaiblissement pour les Démocrates. La région des Grands Lacs, et certaines portions de la Pennsylvanie et de l'Ohio ne sont plus des régions acquises au parti de l'âne. Si Clinton en 1992 et 1996 a réussi à reconquérir ce groupe – sur les conseils du même Stanley Greenberg – il n'en demeure pas moins que les Démocrates ne peuvent plus considérer ce soutien comme acquis.

Enfin, le dernier élément de crise est d'ordre ethnique. Historiquement, les Démocrates obtinrent l'adhésion indéfectible d'à peu près toutes les minorités à l'exception de quelques-unes (les Italiens ou, plus récemment, les Cubains). Or la période récente témoigne d'un affaiblissement du lien entre les Démocrates et le groupe ethnique qui est en croissance exponentielle, les Hispaniques. Devenus officiellement la première minorité du

[6] Voir par exemple Morris P. Fiorina, Paul E. Peterson, Bertram Johnson, Stephen D. Voss, *The New American Democracy*, New York, Pearson and Longman, 2005.

pays depuis 2003, devant les Noirs, les Hispaniques sont qualifiés par les observateurs de *« sleeping giant »* de la vie politique du pays. Ce géant reste en effet difficile à cerner en termes d'affiliation partisane. Voici en effet une minorité que les Républicains courtisent assidûment et avec un certain succès. Pourtant, les Démocrates étaient relativement bien positionnés. Ainsi, tout au long des années quatre-vingt-dix, le parti de l'âne s'assura un soutien net des Hispaniques : Clinton en 1992 rassembla 61% d'entre eux et 72% en 1996. Les Républicains, en revanche, multipliaient les erreurs. L'exemple de Pete Wilson, gouverneur républicain de Californie entre 1991 et 1999, fut particulièrement révélateur. En soutenant une proposition destinée à lutter contre l'immigration illégale, il se brouilla avec les Hispaniques dans son Etat. Mais la situation reste fluide, et les Républicains regagnent des points au cours des années 2000. En 2005, Stanley Greenberg et ses collègues se penchèrent sur la question et publièrent un rapport remarqué. Selon eux, les Hispaniques ayant voté pour Bush en 2004 ne se seraient que temporairement éloignés du Parti démocrate. Cet éloignement résulte de l'attitude relativement ouverte de George W. Bush sur les questions d'immigration, son soutien à la famille (son opinion sur le droit à l'avortement et sur le mariage) et sa position sur la sécurité alors que par ailleurs, les Démocrates sont restés obscurs et confus sur les thèmes qu'ils défendaient. Mais cette situation, selon S. Greenberg et ses collègues, ne devraient pas durer. Les intérêts et les valeurs des Hispaniques devraient les faire revenir dans le giron démocrate. En d'autres termes, la percée républicaine de 2004 ne devrait pas avoir de lendemain. Le rapport de Stan Greenberg souligne l'engagement des Hispaniques en faveur de valeurs qui peuvent aisément faire partie d'un programme démocrate pour 2008 : la protection économique de la famille, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de travail, la défense de la classe moyenne (la couverture maladie universelle par exemple), l'importance de la communauté et la nécessité d'un Etat fédéral actif, la défense des opportunités sociales, de l'éducation, et, plus généralement, la réalisation du « rêve américain » [7]. Le récent tournant anti-immigration illégale au sein du Parti républicain peut également contribuer à renvoyer les Hispaniques vers les Démocrates. Mais rien n'est fixé. Ainsi, les difficiles relations qu'entretiennent les Hispaniques avec les Noirs – indéfectibles soutiens démocrate – pourraient jouer dans l'autre sens. Les Hispaniques connaîtraient alors une trajectoire similaire à celle des Italiens au tournant du siècle précédent.

Cet affaiblissement des bases sociales favorables aux Démocrates se complique par ailleurs au vu de la répartition géographique des électeurs. Dans un contexte général de majorités faibles, ce facteur prend une dimension toute particulière. Et ce d'autant plus que les institutions américaines, fédérales, valorisent les territoires. Au niveau de la présidentielle, les Grands Electeurs sont désignés au sein de chaque des Etats selon une procédure dite du *« winner-take-all »* : autrement dit, une majorité en voix de 51% pour les Républicains aboutit à 100% des Grands Electeurs républicains. En ce sens, le Collège Electoral est un « amplificateur » qui non seulement donne une prime aux Etats les moins peuplés, mais qui par ailleurs accentue l'importance de l'endroit où l'on vote. Un électeur démocrate votant dans un Etat solidement républicain (*« red state »*) ou démocrate (*« blue state »*) est une voix inutile pour une présidentielle. Son vote ferait uniquement une différence dans un Etat dont

[7] Stanley Greenberg, Michael Alvarez, Matt Hogan, Jonathan Nagler, *Hispanics – Dead Center in the Democratic World*, Democracy Corps, Washington DC, 2005.

l'identité partisane n'est pas claire (*« purple state »*). Autrement dit, la répartition des électeurs a un poids déterminant dans le cadre d'un système fédéral comme celui des Etats-Unis. Or il se trouve que les électeurs Démocrates sont concentrés et ont donc plus de mal à remporter un grand nombre d'Etats dans le cadre d'une présidentielle. Celle de 2004 a bien démontré – visuellement – cette concentration démocrate autour des grands centres urbains et des deux côtes. A l'inverse, les Grandes Plaines, les Rocheuses, et le Sud, autrement dit la masse continentale du pays étaient républicains. Cet avantage géographique apparaît également au niveau des élections de la Chambre des Représentants. En effet, les districts électoraux se caractérise par une homogénéité sociale grandissante, résultant à la fois des changements officiels (le redécoupage – *redistricting* – après chaque recensement) et des modifications sociales, tout particulièrement la croissance de banlieues éloignées des centres urbains, les *« exurbs »*. Autrement dit, il y a une croissance démographique forte des zones où les Républicains sont déjà en position de force. Potentiellement, cette évolution peut affecter de façon considérable l'équilibre de certains Etats, et, en conséquence, les résultats politiques nationaux [8]. Ainsi, en regardant les cartes électorales des élections de 2000 et 2004, les Démocrates sont devenus le parti des habitants des métropoles. Les villes, les banlieues qui leur sont proches et les comtés qui sont composées de minorités sont des zones fortement démocrates ; le reste du pays (zones rurales, petites villes, banlieues éloignées) penche pour les Républicains. C'est très précisément ce que les élections présidentielles de 2000 et de 2004 ont illustré.

La situation politique des années 2000 : un Parti démocrate subordonné ?

L'élection présidentielle de 2000 fut un véritable traumatisme pour les Démocrates. Le jour de l'élection Gore remporta le vote populaire national de justesse – avec 48,4% des voix. Mais Bush l'emporta au collège électoral, en obtenant la Floride avec un écart de 537 voix sur un total de 6 millions ! En fin de compte, Bush l'emporta au Collège Electoral avec 271 délégués contre 266. Ce résultat fut obtenu après l'intervention de la Cour Suprême – *Bush v. Gore* – qui ordonna d'arrêter le recompte des voix en Floride. Ce fut la quatrième fois dans l'histoire du pays qu'un président était élu en étant minoritaire en voix [9]. Le seul précédent à une telle controverse remonte à l'élection de 1876. Les résultats de l'élection de 2000 ont laissé une nation divisée à part égale en deux camps fortement opposés. Le Sénat comptait 50 Républicains et 50 Démocrates, bien que les Républicains aient eu le contrôle de cette assemblée en raison du pouvoir de décision qu'y détient le vice-président. La Chambre des Représentants comptait 229 Républicains pour 216 Démocrates (soit une proportion de 51.3% contre 49.7%). La presse abondait en dénonciations véhémentes par des observateurs notés de

[8] L'exemple de la Californie est particulièrement intéressant. Sur ce point, on lira Frédérick Douzet, « Ségrégation et balkanisation politique de la Californie », *Hérodote*, n°122, 3ème trimestre 2006.

[9] Pat Buchanan obtint 1% des voix et Ralph Nader, le candidat des écologistes, reçut 3% des voix, dont 97000 voix en Floride, enlevant ainsi la présidence à Gore…

la scène politique [10]. La décision par une Cour Suprême façonnée depuis trente ans par les Républicains avait un parfum de collusion dans certains cercles démocrates. Le fait que le propre frère du président, Jeb Bush, soit gouverneur de Floride n'arrangeait rien. Depuis lors, la haine des libéraux contre Bush Jr. n'a d'égal que celle des conservateurs pour Bill Clinton dans la décennie précédente. Et ce d'autant plus que l'attitude du Président durant sa première année de mandat a largement continué à ressouder les énergies démocrates. Néanmoins, cette nouvelle mobilisation de la base démocrate n'est pas, à elle seule, gage de renouveau. Lors de la réunion de l'APSA (*American Political Science Association*) en août 2000, un panel prévoyait que Gore devait être élu en obtenant entre 52.9 et 60% des voix sur le modèle de la voie tracée par Clinton en 1992 et 1996…. Si G.W. Bush a été capable de percer même si les conditions étaient idéales pour les Démocrates, alors le Parti démocrate est effectivement dans une position difficile.

La nouvelle administration a immédiatement profité de cette difficulté. Concrètement, il s'agissait pour le nouveau Président de forcer le passage de son programme. Il s'est rapidement occupé des deux priorités de sa campagne qu'étaient les baisses d'impôts et la réforme de l'éducation, s'assurant des victoires nettes. A chaque fois, Bush a réussi à jouer sur les divisions démocrates. Avec la signature du *No Child Left Behind* (*NCLB* – PL 107-110) en janvier 2002, Bush obtient le soutien d'Edwards Kennedy, le Sénateur démocrate du Massachusetts et poids lourd de la gauche au Congrès. Les baisses d'impôts fédéraux ont également conduit au ralliement des Démocrates les plus modérés – les *« Blue Dog Democrats »*. Cette tactique présidentielle du débauchage individuel est en fait conforme à la logique de la vie politique américaine, mais ce qui a fait basculer le rapport de force entre les deux partis furent bien sûr les attentats du 11/09 n'avaient pas totalement bousculé la situation. Avec les attaques terroristes, les Démocrates ne sont plus seulement le parti qui a perdu les dernières présidentielles. Ils courent en permanence le risque d'apparaître illégitime. Dans un contexte de choc social extrême, la moindre critique contre l'action présidentielle risque de coûter cher à son auteur. La profonde unité nationale du peuple américain dans une situation de crise a généré un consensus patriotique qui est constamment sous-estimé en Europe. Et pourtant il fut frappant : comment expliquer autrement que par l'autocensure patriotique l'absence totale de sens critique dans la presse pendant plusieurs mois ? Dans ces conditions, les Démocrates étaient pris dans un dilemme avec lequel ils se débattent encore. Par solidarité patriotique, ils se doivent de soutenir le « Commandant-en-Chef », mais leur engagement partisan les pousserait au contraire à critiquer l'action présidentielle. Le risque est soit d'être muet et de trahir la base, soit de critiquer l'administration et de perdre le soutien populaire. La contradiction s'est faite jour immédiatement et les Républicains se sont engouffrés dans la brèche. Le dilemme patriotique est au cœur du malaise démocrate depuis les attentats. Il renforce la faiblesse fondamentale des Démocrates depuis l'effondrement de la coalition rooseveltienne, celle qui consiste à être essentiellement réactifs par rapport aux initiatives républicaines. Dans un parti déjà divisé naît un nouveau clivage autour de l'attitude à suivre par rapport aux initiatives de Bush face à la menace terroriste. Dans le sillage des

[10] Sur l'élection, on peut se reporter au numéro spécial de la *Revue Française d'Etudes Américaines* (RFEA), n°90, octobre 2001. Voir en particulier l'article de Vincent Michelot, *« La Cour Suprême dans Bush c. Gore : du conflit entre droit et politique »*, p.61-79.

attentats, les Démocrates ont voté à la fois l'autorisation de faire usage de la force pour lutter contre le terrorisme international, et le nouveau dispositif sécuritaire que constitue le *USA Patriot Act*. Le premier texte a été vote dès le 18 septembre 2001 (*Authorization for Use of Military Force* – AUMF - PL 107-40) avec des majorités écrasantes : 420 voix pour à la Chambre des Représentants et, encore plus incroyable, 98 voix au Sénat. Le *Patriot Act* (PL 107-56), passe lui aussi avec un soutien phénoménal au Congrès. Au Sénat, seul le Sénateur Russ Feingold (Démocrate du Wisconsin) vote contre ; à la Chambre, la majorité fut de 357 contre 66. A l'aune des schémas habituels de vote au Congrès, ces chiffres sont extravagants. Ils indiquent aussi la quai-disparition de toute opposition démocrate dans les circonstances exceptionnelles issues des attentats. Par la suite, au vu de la surenchère menée par l'administration républicaine, la base démocrate a été activée. Le film de Michael Moore ou les prises de position de Cindy Sheehan, une mère de famille dont le fils fut tué en Irak, sont les symboles les plus visibles du sentiment anti-guerre au sein de la base démocrate. Ainsi, pour la présidentielle de 2004, les Démocrates ont fait preuve d'un engagement très intense : Le *Democratic National Committee*, l'AFL-CIO, les groupes écologistes, et tout particulièrement *America Coming Together*, ont mis en place un effort gigantesque pour mobiliser leurs troupes. Leur effort s'est concentré sur les Etats-pivôts (*swing States*) comme l'Ohio et la Floride, en tout une douzaine d'Etats. Le candidat démocrate, sénateur du Massachusetts, J. Kerry, a eu le soutien de 16% d'électeurs supplémentaires par rapport à Al Gore ; quant au nombre d'électeurs pour le candidat démocrate, il est passé de 51 à 59 millions [11]. Mais la majorité des élus nationaux n'ont jamais repris à leur compte les exigences anti-guerre de leur base, bien conscients qu'ils sont de l'avantage de l'administration républicaine sur les questions de défense et de sécurité. Tiraillés entre des impératifs contradictoires, les Démocrates n'ont jamais réussi à définir une position crédible. Un nombre grandissant s'est distancié des positions martiales de l'administration. Ainsi, en octobre 2002, le Congrès vota une nouvelle fois pour autoriser la guerre avec l'Irak (*"Iraq War Resolution"* ou, selon la version officielle, *Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution*). Cette fois, les majorités furent de 296 contre 133 à la Chambre des Représentants, et, au Sénat, de 77 contre 23. Mais la crainte d'être accusés de manque de patriotisme, bien présente, empêchait d'affirmer une ligne claire. Ainsi, de 2001 jusqu'en 2006, les Démocrates ont nettement donné l'impression de ne pas savoir comment se positionner, permettant à l'administration Bush de pousser son avantage initial et de s'approprier une crédibilité en matière de lutte contre le terrorisme. Les thèmes sécuritaires sont devenus les lignes directrices du débat politique. Ils ont permis à l'administration d'effacer toutes les difficultés : ni le scandale Enron, ni l'absence de reprise de l'économie, ni l'abyssal déficit budgétaire, ni les dérapages de l'occupation en Irak (le scandale des sévices dans la prison d'Abu Graib) n'entament sérieusement la crédibilité républicaine sur les questions de sécurité. La lutte contre le terrorisme, le soutien aux troupes, et la protection du territoire autant d'éléments qui parent toutes les critiques. L'administration n'hésite pas à jouer, avec un cynisme confondant, sur les réflexes de peur des Américains : les fluctuations

[11] Chiffres tirés de Michael Barone, *The Almanac of American Politics* – 2006, Washington DC, National Journal Group, 2005, p.22.

du niveau d'alerte terroriste à des moments opportuns, les annonces d'attentats déjoués s'avèrent bien utiles pour entretenir la visibilité du thème de la sécurité.

C'est dans ces conditions que les Républicains volent de victoires en victoires pendant quatre ans. Les élections de mi-mandat en novembre 2002 ont fait gagner aux Républicains deux sièges au Sénat et 6 Représentants à la Chambre. Il s'agissait d'une performance de dimension historique. C'était en effet la troisième fois depuis la fin de la Guerre de Sécession en 1865 que le parti au pouvoir à la Maison Blanche ne reculait pas à la Chambre lors d'élections de mi-mandat, et la première fois depuis 1934 qu'à l'occasion de ses premières législatives un Président n'enregistrait pas un repli à la Chambre des Représentants comme au Sénat. Les Républicains ont considérablement bénéficié de la mobilisation de leur propre électorat. Deux ans plus tard, la victoire républicaine fut là aussi réelle et indéniable, avec parfois des symboles extrêmement puissants : par exemple la défaite de Tom Daschle, responsable de la minorité démocrate au Sénat (*Senate Minority Leader*) au Dakota du Sud ; il fut le premier titulaire de ce poste à perdre une réélection en 52 ans ! Tous les observateurs ont noté que Bush a progressé dans toutes les catégories électorales, y compris celles qui sont démocrates. Ce fut en particulièrement le cas chez les Hispaniques. D'autres groupes traditionnellement démocrates ont connu une certaine attraction pour le candidat républicain : parmi les électeurs juifs, pourtant solidement démocrates, le total républicain a atteint 25%, soit 1/3 de plus que ce que Bush avait obtenu en 2000. Il faut remonter aux années vingt pour trouve un candidat républicain obtenant une part plus importante du vote juif. Les Catholiques eux-mêmes se sont distanciés du candidat démocrate, John Kerry, pourtant Catholique lui-même, puisqu'une majorité d'entre eux a voté pour Bush (ce sont les plus pratiquants qui ont voté républicain). Quant aux femmes, elles sont restées majoritairement démocrates, même si Bush a réduit la faiblesse constante que les Républicains subissent avec l'électorat féminin. Ce « *gender gap* » a été réduit de 10 à 7% par Bush. Il a obtenu 48% du vote féminin (contre 43% en 2000) et 55% du vote masculin (contre 53% en 2000). Les analystes considèrent que c'est le thème de la sécurité qui a permis à Bush de renforcer sa présence dans cet électorat, ou plus précisément chez les mères de famille (*security moms*). Seuls les noirs sont restés d'indéfectibles soutiens démocrates. Les Républicains ont en fait tiré profit de l'incohérence des Démocrates, incapables de formuler une alternative. C'est très largement l'apathie de Démocrates incapables de faire passer un message clair et convaincant, qui a abouti aux succès républicains entre 2002 et 2004.

Néanmoins, la marge de victoire de Bush en 2004 fut la plus faible de toute l'histoire pour un candidat réélu [12]. Ainsi, et contrairement à Lyndon Johnson en 1964 ou Reagan en 1980 et 1984, Bush n'a pas suscité de vague d'ampleur pour les élections du Congrès (effet dit de *« coattails »*). A la Chambre, les Républicains ont obtenu 3 sièges supplémentaires, mais cela fut surtout le résultat du « redécoupage » (*redistricting*) exceptionnel qui a eu lieu au Texas avec le soutien de Tom Delay. Au niveau du Sénat, les gains républicains furent

[12] Ce constat est fait par Charles E. Cook Jr., dans *« Did 2004 Transform US Politics ? »*, in *The Washington Quarterly*, 28, 2, printemps 2005, p.173-186. On peut aussi se reporter à Paul R. Abramson, John H. Aldrich, David W. Rohde, « The 2004 Presidential Election : The Emergence of a Permanent Majority ? », p.33-57 in *Political Science Quarterly*, vol.120, n°1, printemps 2005. Sur le vote juif, on lira Jay Lefkowitz, « The Election and the Jewish Vote », *Commentary*, février 2005, n°2, vol.119, p.61-65.

sans doute plus impressionnants avec 5 sièges supplémentaires, mais uniquement dans le Sud, autrement dit une région acquise aux Républicains. Les résultats furent également modestes lorsque l'on considère les élections au Législatif des Etats, qui sont sans doute un des baromètres les plus fiables de l'humeur politique du pays. Si l'élection de 2004 avait été véritablement un réalignement, il y a fort à parier que les résultats au niveau des Etats auraient été orientés plus favorablement aux Républicains. Pour eux, le passage en force de 2004 fut victorieux sans être décisif. La victoire à la présidentielle ne constitua pas une majorité nationale structurelle pour les Républicains. En deux ans, la situation s'est totalement retournée. Les conséquences de l'occupation en Irak et la multiplication des scandales affaiblirent considérablement l'administration : selon les termes d'un éditorialiste du *New York Times*, Paul Krugman, les Américains réalisèrent que des apparatchiks incompétents s'étaient fait passer pour de vertueux patriotes depuis les attentats de 2001. Ainsi, pour les élections de mi-mandat en 2006, le résultat fut sans appel : le simple label partisan fut suffisant pour que les candidats républicains perdent. D'ailleurs, dans la préparation des élections, le parti avait eu du mal à trouver des candidats ! La détestation de Bush a atteint ici un sommet. Les Démocrates réussirent à s'emparer des deux chambres du Congrès avec une majorité de 233 sièges à la Chambre des Représentants, 49 sénateurs au Sénat dont les deux indépendants (Bernie Sanders du Vermont et Joe Liebermann du Connecticut) votent en faveur du parti de l'âne. Les Démocrates obtiennent aussi une majorité des sièges de gouverneurs et l'emportent dans une majorité des législatures d'Etat. Quinze Etats ont ainsi un Exécutif et un Législatif unifiés sous la houlette démocrate. Enfin, il convient de remarquer qu'aucun des « sortants » démocrates n'a été battu. Partout, le GOP a reflué, sauf dans le Sud, où il maintient son exceptionnel ancrage régional. La « sudisation » (*southernization*) de la vie politique nationale n'a pas contribué ici à empêcher la déroute républicaine. Le reste du pays n'a pas suivi l'orientation méridionale du parti républicain qui, lui, en revanche, ne s'est pas étendu en dehors de son ancrage régional, illustrant ainsi un certain affaiblissement de son statut national. Le Président est de moins en moins capable d'organiser des coalitions au Congrès. Il est bien devenu un « canard boiteux » (*lame duck president*), incapable de lancer des initiatives d'ampleur et se contentant d'attendre la fin de son mandat. Il accepta la démission de Donald Rumsfeld, ministre de la défense et fidèle avocat de la guerre. Au cours de l'été 2007, le Ministre de la Justice, Alberto Gonzalez, ainsi que le conseiller présidentiel Karl Rove, démissionnent.

Mais malgré cette victoire, le parti de l'âne se trouve dans une situation qui peut s'avérer extrêmement problématique. Le *Senate Majority Leader* Harry Reid, a cherché à temporiser, tandis que le nouveau *Speaker* à la Chambre, Nancy Pelosi, a mis un terme à toute tentative d'*impeachment* contre Bush. Contrairement à ce que les électeurs démocrates pouvaient attendre, la nouvelle majorité n'a pas été en mesure de faire pression sur l'administration pour un retrait des troupes en Irak. C'est que les Démocrates doivent gérer toute une série de contraintes. D'abord la contrainte institutionnelle puisque le Congrès, comme l'a démontré l'épisode de 1994 avec Newt Gingrich, n'est pas le forum adéquat pour reformuler la dynamique politique. Etant fondamentalement une institution réactive, le Congrès n'est pas en mesure de faire face à la présidence. Dès janvier 2007, le président annonce même une

augmentation du niveau des troupes présentes en Irak. Et au printemps de cette même année, le Congrès perd définitivement le bras de fer engagé sur le financement des troupes. La victoire présidentielle est nette. Une contrainte plus partisane pèse aussi sur la nouvelle majorité. Comme le note Vincent Michelot, le rapport de force entre les deux partis a été très fragile au cours des dernières années [13]. Les majorités confortables n'existent plus, et il suffit que quelques élus changent d'avis pour faire voter une loi. Dans ces conditions, le parti a mené une politique de recentrage plus ou moins assumée. Le Parti démocrate a élargi sa palette idéologique en reprenant des thèmes aux Républicains (nombre de candidats ont développé des thèmes conservateurs au niveau social). En fait, seule l'économie unifie vraiment le parti autour d'un thème bien réel, celui de la crise des classes moyennes [14]. Le poids électoral des centristes et des indépendants a été décisif. Ce sont eux qui ont fait basculer l'élection pour les Démocrates. C'est tout particulièrement vrai dans le cadre des élections de mi-mandat car les indépendants peuvent jouer un rôle déterminant dans un scrutin qui est d'abord et avant tout une série de scrutins locaux. La presque totalité des gains démocrates en 2006 sont chez les inscrits indépendants. Les inscrits républicains n'ont pas changé de camp. En 2004, les indépendants s'étaient partagés 49-46, légèrement en faveur des Démocrates. En 2006, la majorité est bien plus nette, s'établissant à 57-39. En conséquence, le caucus des *« Blue Dogs »* s'est accru de 6 nouveaux membres. Cette ouverture idéologique a eu des conséquences géographiques : le Parti démocrate est redevenu un parti d'assise véritablement nationale en perçant dans le *Midwest* et les Rocheuses, voire sur certains scrutins dans le Sud (en Virginie notamment), confortant ainsi la stratégie nationale (dite *« 50 State Strategy »*) du président du *Democratic National Committee* – l'instance dirigeante du parti –Howard Dean.

Les Démocrates sont donc plus que jamais pris dans le même dilemme. Ils doivent définir un projet commun, substantiel qui ne se résume pas à des appels purement rhétorique comme les « 6 points » publiés dans le *New York Times* en juillet avant l'élection. Dans l'optique de 2008, le parti doit définir son projet et se concilier à la fois les démocrates les plus modérés – voire conservateurs - et le populisme économique de certains autres (comme John Tester le tout nouveau sénateur du Montana). N. Pelosi et H. Reid doivent donc faire preuve de prudence. Les pressions contradictoires au sein du parti s'ajoutent aux autres obligations – notamment institutionnelles – pour pousser à un positionnement au centre. Les responsables démocrates du Congrès ont vivement conscience des contraintes qui pèsent sur leur majorité. Le risque politique est bien évidemment de décevoir tout le monde à la fois, notamment dans un contexte de gestion du retrait de l'Irak. Le *Senate Majority Leader* Harry Reid, a explicitement fait la comparaison entre l'occupation en Irak et la situation vietnamienne : or, en termes partisans, la sortie du Vietnam a abouti à ce que les Démocrates au Congrès ont du porter le blâme pour les humiliations du retrait…Et ce sont eux qui se firent décimer aux élections de 1972. Actuellement, ce souvenir revient pour hanter certains démocrates. En fin de compte, il ne faut pas sur-interpréter le 110ème Congrès : il ne peut pas s'agir d'un Congrès de rupture dans la mesure où la configuration institutionnelle et partisane

[13] Vincent Michelot, « les élections présidentielles et législatives aux Etats-Unis : entre paradoxes et paralysie », p.71-85 in Denis Lacorne, dir., *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2007. L'analyse est p.82.
[14] Sur ce point, on lira avec profit Jacob S. Hacker, *The great risk shift : the assault on American jobs, families, health care, and retirement and how you can fight back*, New York, Oxford University Press, 2006.

n'est pas favorable à une résolution de l'engagement américain en Irak. Le Congrès n'est pas un forum où la politique étrangère du pays peut se définir. Les Démocrates sont donc condamnés à se placer en position d'attente, ouvrant ainsi la possibilité à une revitalisation républicaine et un enlisement de leur propre parti dans un contexte de crise d'identité profonde.

Quelles options pour les Démocrates ?

Depuis 2001, les Républicains ont bien compris que la carte patriotique déstabilisait leur adversaire. Le dilemme reste identique après la victoire démocrate aux élections de mi-mandat de 2006. Contrôler le Congrès dans le contexte de la guerre en Irak peut s'avérer être à double tranchant. Les Démocrates sont donc très largement piégés par les Républicains. La tactique de ces derniers a fonctionné à plein régime. Mais une tactique n'est pas suffisante pour assurer une domination républicaine pérenne. Les Démocrates, conformément à leur parcours historique, sont en position de constituer une majorité potentielle, celle des déçus de l'ordre républicain. Ainsi des facteurs sociaux, semblent bénéficier sur le long terme aux Démocrates. Dans un livre de 2002, John B. Judis et Ruy Teixeira présentaient l'argument selon lequel les changements sociaux à l'œuvre aux Etats-Unis jouent en faveur des Démocrates [15]. Ils mettaient en avant l'existence d'une nouvelle coalition démocrate en formation. Ils montraient que les réserves électorales démocrates étaient fondées sur trois groupes en expansion: les femmes (en particulier les célibataires diplômées), les minorités, et les professions libérales.

Le premier groupe, celui des femmes, a subi une inflexion majeure au cours des quarante dernières années. Les femmes ont longtemps été des soutiens du Parti républicain, au moins jusqu'en 1960: lors de la présidentielle cette année-là, les femmes ont soutenu Nixon (à 53% contre 46% pour Kennedy). Mais à partir de 1964 avec la candidature de Barry Goldwater, les femmes ont commencé à s'éloigner du GOP. Le conservatisme social du parti ne leur convenait pas (sur l'emploi des femmes, sur le droit à l'avortement). Le décrochage final des femmes avec le GOP date du début des années quatre-vingt au moment de la controverse à propos de l'amendement constitutionnel sur l'égalité entre les sexes (dit ERA pour *Equal Rights Amendment*). Tout au long des années quatre-vingt-dix, les femmes ont soutenu les Démocrates avec des majorités absolues. Lors de la présidentielle de 2000, les femmes se sont prononcées en faveur de Gore à hauteur de 54%. Le facteur décisif en la matière est bien sûr l'intégration des femmes sur le marché du travail; le féminisme a également conduit à « politiser » certains problèmes en suscitant un engagement politique. Il est d'autant plus compliqué pour les Républicains de gérer cette situation que la sous-catégorie de femmes qui augmente le plus est aussi celle qui est la moins susceptible de voter républicain. Les femmes seules qui travaillent constituaient 19% de la population féminine adulte en 1970 et 29% de nos jours ; elles ont soutenu Gore à hauteur de 67% en 2000. Les

[15] John B. Judis, Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Scribner, 2002.

femmes qui ont un diplôme universitaire - 8% des femmes de plus de 25 ans en 1970, à comparer à 24% de nos jours - ont été favorables à Gore à hauteur de 57%. A l'inverse, les groupes de femme qui votent républicain - les femmes au foyer dans les banlieues les plus éloignées - sont une proportion de l'électorat en constante diminution.

Le second groupe est celui des minorités. L'expression rassemble des groupes avec des parcours historiques extrêmement divers. Suite à l'adoption de la grande loi sur les Droits Civiques en 1964, les noirs sont constamment des Démocrates à plus de 80%. Les Asiatiques constituent un groupe ambiguë. Les Japonais ont voté en faveur des Démocrates suite à l'engagement pour les Droits Civiques; les Philippins, eux, votent pour les Démocrates comme étant le parti de la classe ouvrière. Les Chinois, en revanche, soutiennent les Républicains par anti-communisme et parce qu'ils sont favorables aux petits commerçants. Néanmoins, les Chinois évoluent depuis quelques années vers le Parti démocrate: la fin de la Guerre Froide, le recentrage des Démocrates et la méfiance grandissante du GOP vis-à-vis de l'immigration, autant de facteurs qui expliquent cette évolution. En 2000, 2 Asiatiques sur 3 ont voté pour Gore. Tout l'enjeu actuellement consiste à savoir comment vont finalement voter les Hispaniques. Au sein de ce groupe, seuls les Cubains, qui constituent 4% du total, votent en faveur des Républicains. La plupart des Hispaniques sont soit des Mexicains (59%) soit des Porto-Ricains (10%), et ces deux groupes ont systématiquement voté démocrate depuis les années trente.

Le dernier groupe est celui des professions libérales. C'est un groupe qui rassemble des électeurs hautement diplômés, blancs et producteurs de services et d'idées ; concrètement, la catégorie recoupe par exemple les universitaires, les architectes, les ingénieurs, les scientifiques, les informaticiens, les avocats, les médecins, les professeurs, les psychanalystes, les éditeurs, les acteurs, les artistes. Au cours des années 1950, ils constituaient 7% de la force de travail; ils en constituent maintenant plus de 15%. En devenant plus important, ce groupe a modifié son orientation politique. Jusqu'aux années soixante, ils étaient proches du Parti républicain car ils valorisaient la petite entreprise et se méfiaient des interventions de l'Etat fédéral. Lors de la présidentielle de 1960, ils ont voté pour Nixon à hauteur de 61% (38% pour Kennedy). Depuis lors, une claire majorité d'entre eux est passée dans le camp démocrate. Pour J.B. Judis et R. Teixeira, l'explication semblerait résider dans l'évolution socio-économique de ce groupe: en s'intégrant de plus en plus dans des cabinets, des mutuelles ou des centres de recherche, ils en sont venus à établir une différence entre la logique individuelle du marché et la qualité de leur production intellectuelle ou de services. Leur sensibilité aux orientations culturelles libérales est aussi un facteur à prendre en compte. Ce groupe a largement contribué en termes de vote, mais aussi en termes d'idées et d'orientation idéologique au devenir du Parti démocrate. Leur perspective - libéraux culturellement, modérés au niveau fiscal, critiques vis-à-vis du Marché sans être anti-capitalistes pour autant - s'est incarnée dans l'émergence des « Nouveaux Démocrates » tout au long des années quatre-vingt-dix.

Ces facteurs sociaux pointeraient donc en faveur d'une majorité démocrate en devenir. Certes, aucune de ces évolutions n'est mécanique. Elles peuvent être remises en cause par les évènements. Les attentats du 11 septembre ont, de ce point de vue, fourni un prétexte inespéré

pour rallier autour du patriotisme les différents éléments de la coalition républicaine, donner une nouvelle impulsion à la droite, et retarder d'autant le renouveau démocrate. Ce développement indique en fait la vraie faiblesse des Démocrates, leur absence de tactique, leur incapacité à définir une alternative aux Républicains et s'y tenir. Le parti doit donc définir une stratégie pour atteindre une majorité. Au sein du Parti démocrate, les débats sur l'avenir stratégique du parti se divisent en deux groupes.

Dans la lignée des « Nouveaux Démocrates » des années quatre-vingt-dix, la thèse du recentrage a beaucoup d'attrait. Pour Will Marshall, directeur du *Progressive Policy Institute* (PPI), les tensions structurelles à l'intérieur du parti sont bien présentes, et nourrissent l'image du parti auprès du grand public, qui est celle d'une simple coalition d'intérêts dont les objectifs sont passéistes. Il conviendrait de partir des représentations du public pour remédier à la crise. Le parti doit se redéfinir en tournant la page du *New Deal* en évitant la polarisation brutale car cela reviendrait à accepter les règles posées par les Républicains. Les Démocrates doivent au contraire retrouver en interne des thèmes centristes qui leur permettent de faire face à l'offensive républicaine. Il s'agit pour eux de savoir mobiliser leur électorat modéré, notamment dans les régions du Centre et de l'Ouest, qui sont à conquérir. Pour ce faire, quatre directions doivent être explorées. En premier lieu, la question de la sécurité nationale. Les Démocrates devraient s'inspirer de la tradition qui va de Truman à John F. Kennedy, celle des « faucons libéraux ». En second lieu, les Démocrates doivent reprendre l'étendard de la réforme sur des questions comme le système de retraite ou la santé. En troisième lieu, les Démocrates doivent récupérer l'électorat des classes moyennes que les Républicains ont trop largement emporté. Ils peuvent le faire en cultivant leur image de parti de la redistribution auprès de classes qui sont en fait fragilisées par les développements de la mondialisation. Enfin, les valeurs sont au cœur de la redéfinition du parti : on seulement le thème de la patrie, mais aussi les valeurs familiales. Les Démocrates doivent en fait combattre deux conservatismes: celui des Républicains et celui d'une certaine gauche extrême.

A l'inverse, d'autres experts, comme Stanley Greenberg, sont favorables à un retour vers des valeurs chères au cœur des militants démocrates, celle d'un progressisme plus traditionnel moins axé sur des questions de valeur. Le point de départ de cette approche consiste à dire que les électeurs des classes populaires et des milieux ruraux se sont éloignés pour le plus grand bénéfice du Parti républicain. Or ces électeurs sont fondamentaux pour une majorité démocratique plus large et plus durable. Le problème est donc de savoir comment les ramener au sein de la coalition électorale progressiste. Les Démocrates se doivent de devenir des *« outsiders »*, ce qui, dans un contexte de méfiance généralisée pour les partis politiques, ne peut que leur servir. Ils doivent faire passer un message anti-élites selon lequel ils vont nettoyer Washington DC. Ils doivent se positionner pour récupérer le sentiment diffus de la population selon lequel l'Etat fédéral ne travaille que pour une petite minorité. Ils doivent récupérer les valeurs de patriotisme, de famille, être plus sûrs d'eux-mêmes. Cette tactique serait sans doute efficace pour limiter les percées des Républicains dans les électorats des minorités, en particulier la minorité hispanique. Dans ces conditions, ce que les Démocrates ont à faire est simple: ils doivent tout simplement se souvenir de qu'ils sont le parti des mécontents de l'ordre républicain. C'est là leur héritage historique.

Conclusion

Le drame du parti sous la présidence Bush est de ne pas avoir défini une orientation définitive : la décennie 2000 a donné une visibilité particulièrement aigue à ce problème démocrate. Aucun candidat ne s'est imposé pour enraciner une tactique dans la durée. Depuis 2000, les candidats - Al Gore puis J. Kerry - se sont contentés de poursuivre, sans le dire, dans la direction définie par Clinton. Pour s'éloigner de la *« Clinton fatigue »* (la lassitude vis-à-vis des scandales), dans un cas, ou à cause d'un contexte de guerre, dans l'autre. Jusqu'à présent, les différentes prises de position des candidats pour la présidentielle de 2008 ne permettent pas de trancher. Les deux candidats principaux, Hillary Clinton (sénatrice de New York) et Barack Obama (sénateur de l'Illinois) cultivent un flou qui est certes tactiquement nécessaire, mais qui, à long terme, ne permet pas de résoudre le problème d'identité qui se pose encore et toujours aux Démocrates. Le message démocrate n'est pas lisible. C'est donc un manque de leadership qui est au cœur de la crise d'identité démocrate. Ce manque d'initiative du camp démocrate est sans doute le facteur principal qui donne l'impression d'une domination durable des Républicains. Dans les faits, les Républicains ont certes trouvé une recette pour mobiliser leurs troupes et remporter les élections, mais sans aboutir pour autant à une coalition sur le long terme. A l'inverse, les Démocrates peuvent être portés par la crise de la classe moyenne (largement causée par le coût de l'éducation universitaire ou de la protection-maladie). Ce qui leur manque jusqu'à présent est un leadership suffisamment clair pour saisir une occasion historique.

Bibliographie

- Abramson, Paul R., Aldrich, John H., Rohde, David W., "The 2004 Presidential Election: The Emergence of a Permanent Majority?", *Political Science Quarterly*, p.33-57, vol.120, n°1, printemps 2005.
- Barone, Michael, *The Almanac of American Politics – 2006*, Washington DC, National Journal Group, 2005.
- Cook, Charlie E. Jr., "Did 2004 Transform US Politics?", *The Washington Quarterly*, p.173-186, vol.28, n°2, printemps 2005.
- Cook, Charlie E. Jr., "L'avenir est-il républicain ? », pp.56-80, in Guillaume Parmentier, dir., *Les Etats-Unis aujourd'hui. Choc et changement*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- Douzet, Frédérick, « Ségrégation et balkanisation politique de la Californie », *Hérodote*, n°122, 3ème trimestre 2006
- Fiorina, Morris P., Peterson, Paul E., Johnson, Bertram, Voss, Stephen D., *The New American Democracy*, New York, Pearson and Longman, 2005.
- Fraser, Steve, Gerstle, Gary, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
- Galston, William, Karmack, Elaine, *The Politics of Polarization*, Washington DC, Progressive Policy Institute, 2005.

- Greenberg, Stanley, Alvarez, Michael, Hogan, Matt, Nagler, Jonathan, *Hispanics – Dead Center in the Democratic World*, Washington DC, Democracy Corps, 2005.
- Hacker, Jacob S., *The great risk shift: the assault on American jobs, families, health care, and retirement and how you can fight back*, New York, Oxford University Press, 2006.
- Judis, John B., Teixeira, Ruy, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Scribner, 2002.
- Lacorne, Denis, dir., *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2007.
- Lefkowitz, Jay, « The Election and the Jewish Vote", *Commentary*, p.61-65, n°2, vol.119, février 2005.
- Maisel, Sandy L., *The Parties Respond. Changes in American Parties and Campaigns*, Boulder, Westview Press, 4ème éd. 2002.
- Michelot, Vincent, « La Cour Suprême dans Bush c. Gore : du conflit entre droit et politique », *Revue Française d'Etudes Américaines*, p.61-79, n°90, octobre 2001.
- Milkis, Sidney M., *The President and the Parties: The Transformation of the American Party System Since the New Deal*, New York, Oxford University Press, 1993.
- Radosh, Ronald, *Divided They Fell. The Demise of the Democratic Party, 1964-1996*, New York, Free Press, 1996.
- Rae, Nicol C., *Southern Democrats*, New York, Oxford University Press, 1994.
- Vergniolle de Chantal, François, « Le Congrès : des midterms à 2008 », *Politique Américaine*, été-automne 2007.
- Vergniolle de Chantal, François, *Bush et la fin de l'ordre électoral du New Deal*, Paris, Etudes du CERI, n°127, septembre 2006.
- Witcover, Jules, *Party of the People. A History of the Democrats*, New York, Random House, 2003.